

Domaine de Grignon : la vente à un promoteur suspendue par l'État, «première victoire collective» pour les opposants

La préfecture des Yvelines a annoncé ce lundi que l'État renonçait à la cession contestée du site agronomique au promoteur immobilier Altarea Cogedim, qui prévoyait notamment d'y installer des logements privés. De nouvelles négociations vont s'ouvrir. Un soulagement pour le collectif Grignon 2000, les élus locaux et les étudiants d'AgroParisTech.



L'État devrait lancer de nouvelles négociations avec des candidats au rachat du site agronomique de 310 hectares situé

dans les Yvelines. LP/Julie Ménard



0

Par Mickaël Sizine et Jeanne Cassard

Le 15 novembre 2021 à 13h41

L'État a-t-il cédé devant la gronde ? Il vient en tout cas de mettre un terme à son projet de vente du domaine de Grignon (Yvelines) à Altarea Cogedim, a annoncé ce lundi la préfecture du département. Ce promoteur Altarea Cogedim avait été choisi en juillet dernier pour [racheter le site agronomique](#) de 310 hectares, que [les étudiants d'AgroParisTech](#) et les chercheurs de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) occupent depuis deux siècles.

« Des discussions complémentaires sur l'avenir du site de Grignon sont menées depuis l'été avec les collectivités territoriales, les acteurs locaux et les communautés étudiantes, justifient les services de l'État. Ces consultations devant se poursuivre, il n'est pas possible de maintenir la procédure actuellement engagée. »

Une décision qui « ne remet pas en cause le calendrier prévu pour l'installation d'AgroParisTech sur le site de Saclay », avec une rentrée maintenue en septembre 2022. Ce choix ne remet pas non plus en question le principe de la vente du domaine yvelinois situé à Thiverval-Grignon. « Une nouvelle procédure de cession sera lancée au second semestre 2022 », indique d'ailleurs la préfecture dans son communiqué.

L'espoir renaît pour le collectif Grignon 2000 et son offre concurrente

L'État devrait donc lancer de nouvelles négociations avec des candidats au rachat. Une aubaine pour Grignon 2000, qui avait fait une offre à 13 millions d'euros pour reprendre le site. Contacté, Mathieu Baron, le directeur général du collectif salue une « première victoire collective avec les élus locaux, les étudiants et les chercheurs ».

« Satisfait » que l'État reconnaisse que le projet d'Altarea Cogedim n'était pas le meilleur pour le site, le collectif Grignon 2000 avait révélé dans une [vidéo](#) mise en ligne le 28 octobre, qu'il ne faisait en effet [pas une bonne opération financière](#). Sur les 18 millions d'euros proposés par le promoteur, les finances publiques n'auraient touché que... 840 000 euros.

« Entre la défiscalisation sur les monuments historiques et le rachat d'une partie du domaine par la région, le département et des fonds privés, le promoteur immobilier ne devrait rien déboursier et même récupérer 1,2 million d'euros », estime Mathieu Baron, dont l'association [a déposé un recours il y a quelques semaines](#).

«Il va tous falloir se mettre autour de la table, en associant les élus»

Ce dernier veut maintenant « tout faire pour que le projet de Grignon 2000 soit sélectionné ». Ouverte à toutes les parties prenantes, l'association avait proposé de mêler recherche, tourisme, formation, entrepreneuriat et préservation des espaces naturels, avec le soutien du conseil départemental des Yvelines.

« Nous souhaitons créer un centre international dédié à

l'agriculture et à l'alimentation via un bail emphytéotique auprès de l'État. » De cette manière, l'État resterait propriétaire du site mais l'exploitation serait confiée au collectif. Ce projet « qui peut évoluer » est aussi soutenu par Nadine Gohard, la maire (SE) de Thiverval-Grignon.

Newsletter L'essentiel du 78

Un tour de l'actualité des Yvelines et de l'IDF



[S'inscrire à la newsletter](#)

[Toutes les newsletters](#)

« Maintenant il va tous falloir se mettre autour de la table, en associant les élus de la communauté de communes Cœur d'Yvelines, comme ça aurait dû se faire depuis le début », poursuit-elle. Celle qui ne veut pas de logements sur le domaine estime que le projet doit aussi « tenir la route économiquement ».

Dans la rubrique Yvelines

[A Mantes-la-Jolie, le salon de l'orientation est entièrement virtuel](#)

[«Deux mois sans prof, c'est purement scandaleux» : à Verneuil-sur-Seine, la classe Segpa privée de français et de maths](#)

[Abonnés Île-de-France : avec 1,3 million de véhicules encore en circulation, les vieux diesels font de la résistance](#)

[VOIR LES COMMENTAIRES](#)

Les plus lus, Yvelines

Automobile : manifestation monstre attendue sur le site Stellantis de Vélizy-Villacoublay **1**

«Chasse en cours» : dans les Yvelines, les habitués de la forêt sont priés de se promener ailleurs **2**

Jouy-en-Josas : dans le pavillon en flammes, les pompiers sauvent... un tableau de Picasso **3**

Rap : Manau amorce son retour à Mantes-la-Jolie **4**

Sartrouville : regain de tension dans le quartier des Indes après les événements d'Argenteuil **5**

Yvelines